

◀ **COMMUNIQUÉ** ▶



Racisme d'État et libertés syndicales : Derrière l'écran de fumée...de réelles attaques !

Le Ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, s'en prend violemment depuis plusieurs jours au syndicat SUD Éducation 93, membre de la fédération SUD Éducation et de l'union départementale Solidaires 93.

Tout est parti d'une dénonciation de racisme supposé d'un stage syndical antiraciste parce qu'il propose, si le besoin en est exprimé par les stagiaires, 2 ateliers sur 9 réservés aux personnes victimes du racisme. Cette dénonciation a été relayée très largement par l'extrême-droite puis par JM Blanquer. Depuis, le ministre semble chercher à tous prix à criminaliser SUD Éducation 93.

Mettons les choses au point !

° L'accusation de racisme à l'encontre de SUD Éducation 93 est ridicule et volontairement malveillante au vu des valeurs, positions et combats portés par ce syndicat et ses militant-es. Comme tous les syndicats de l'Union Solidaires, SUD Éducation 93 lutte pour l'égalité entre toutes et tous et combat le racisme et le fascisme sous toutes leurs formes.

Il ne s'agit pas de partager tous les détails du contenu du stage mis en cause, mais on ne peut inverser ni la réalité ni l'engagement des personnels de l'Éducation Nationale membres de SUD Éducation 93 pour leurs élèves et les populations de Seine-Saint-Denis.

° Le stage de SUD Éducation 93 n'est interdit à personne. Il propose 2 temps « non mixtes » pour permettre aux personnes qui subissent le racisme de se regrouper. La non-mixité choisie et temporaire est un choix de résistance politique à des dominations structurelles telles que le racisme ou le sexisme. Elle libère la parole, la sécurise et permet une mise en confiance. Elle donne de la force pour affronter les situations de discrimination et les stéréotypes.

° Le racisme existe dans nos sociétés. Et le « racisme d'État » aussi. Ce n'est pas un slogan, c'est un concept utilisé et pensé par des chercheuses et chercheurs mais aussi par des dizaines de structures associatives, syndicales ou politiques. Une rapide interrogation sur un moteur de recherche sur internet permettra à JM Blanquer de s'en rendre compte. Des statistiques, études et recherches effectuées à la demande des ministères eux-mêmes font état de situations de discrimination liées à l'origine réelle ou supposée, aux noms, quartiers, dans la société, dans l'emploi public, dans l'école... Nous refusons de mettre sous le tapis une situation qui concerne des millions de personnes dont une partie d'entre nous, au quotidien. Nous refusons de nous faire dicter ou imposer les termes du débat par celles et ceux qui participent à construire et entretenir les problèmes.

° Il s'agit d'un stage syndical : c'est aux syndicats de construire leurs formations en toute liberté. Il n'est pas question que l'extrême-droite ou des ministères s'immiscent dans les contenus des formations syndicales.

Nous sommes face à une volonté de manipuler politiquement et médiatiquement un stage d'une centaine de personnes. Pendant ce temps, on ne parle pas des conséquences sociales des mesures prises par ce gouvernement, qui touchent fortement des départements comme la Seine-Saint-Denis et le quotidien de la population qui y vit. Derrière le rideau de fumée, on trouve des attaques contre les droits sociaux, la suppression des contrats aidés, la destruction des services publics, en particulier de l'Éducation, bref la destruction du tissu social qui alimente les haines et la xénophobie...

Ce contre-feu gouvernemental cache mal la volonté de nier la situation de racisme vécue en particulier en Seine-Saint-Denis et ses aspects structurels.

SUD Éducation Lorraine apporte son soutien au syndicat SUD Éducation 93, à ses adhérent-es qui font face à un déchaînement d'une rare violence et aux menaces de la part du gouvernement et de l'extrême droite. Nous ne doutons pas que ce gouvernement cherche aussi à limiter les libertés syndicales et d'expression, en particulier chez les fonctionnaires qui militent pour transformer la société.

SUD Éducation Lorraine continuera son combat pour les libertés individuelles et collectives, pour l'égalité de tou-tes, contre toutes les discriminations.